

PIA Au service de l'industrialisation du Togo
 Partenariat Public Privé : APRISE 65% + République Togolaise 35%

- 400 Hâ d'Ecosystème Industriel (Transformation Agricole)
- Port Sec - 150 000 TEU, Espace d'Entreposage - 50 000 m²
- Parc à Camion - Capacité de 484 camions
- Premier Parc Textile en Afrique de l'Ouest (du coton au vêtement)
- Parc Solaire - 360 MW d'Énergie
- Développement Durable - Recyclage - Zéro Carbone
- Circuit Unique regroupant 26 Autorités Administratives Nationales

Route Nationale N°1, Région Maritime - Togo - BP 12077 - 022 222 0700 | ppi@pia-togo.com | www.pia-togo.com

OTR **Encore plus proche de VOUS !!!**

UNE NOUVELLE DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE NON LOIN DU PÉAGE pour les dossiers des préfectures de Zio, de l'Avé, de Yoto, de Vo et du Bas-Mono

TSEVIE-DAVIE non loin du péage
 02 99 30 42
 78 70 51 10

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES | CANAL OTR | FEDERER POUR BATE

Ni à gauche ni à droite même pas au centre

Prix 250 fcfa

Le Libéral

N°578

Booster le tourisme et créer 10 mille emplois au Togo : Le défi de Pierre LAMADOKOU P.6

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Mercredi 29 Juin 2022



Editorial : Libertés politiques et raisons de sécurité P.3

■ 17ème édition du CII-Exim bank conclave à New Delhi en Inde : Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 6 juillet P.2

■ Quel est le rôle d'un Préfet dans un centre d'écrit du BAC2 ? P.4

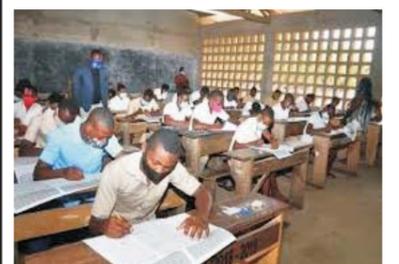
COMMONWEALTH

Quels intérêts pour le Togo ?

Tous mes services au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money
 Avancer. Pour vous. Pour tous.

Disponible sur Google Play
 Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.



17ème édition du CII-Exim bank conclave à New Delhi en Inde : Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 6 juillet

Le Togo tout comme bon nombre de pays africains sont attendus du 19 au 20 juillet à New Delhi en Inde. C'est dans ce sens que les opérateurs du Togo ont pris part à une séance d'information et de sensibilisation le jeudi 17 juin à la chambre de commerce et d'industrie du Togo. Ce conclave regroupera plusieurs pays africains et l'Inde et a pour thème «Partenariat de croissance Inde-Afrique».

C'est une occasion pour les opérateurs économiques d'améliorer leurs relations économiques et renforcer leur coopération avec les partenaires et investisseurs indiens.

Le développement des infrastructures, les technologies, l'énergie, la modernisation de l'agriculture, les investissements, la santé et les partenariats financiers



sont les domaines privilégiés. Pour le secrétaire général du ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale Comlan Nomadoli YAKPEY, Cette rencontre annuelle s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Inde et les pays africains.

L'objectif est de renforcer les relations commerciales et économiques entre les différents hommes d'affaires qui y seront. C'est également une opportunité de tisser des partenariats d'affaires. M. YAKPEY a exhorté les opérateurs économiques togolais à rédiger leurs projets en anglais. Au cours de cette édition, la partie gouvernementale se rendra dans les grands pôles économiques de l'Inde et fera connaître les opportunités économiques du Togo aux investisseurs indiens a-t-il précisé.

Selon la présidente de la

chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT) Mme Nathalie BITHO, cette rencontre est un atout majeur pour ces opérateurs économiques de se relancer après la pandémie à covid 19. Nouer des partenariats d'affaires, travailler à exporter le potentiel économique du Togo et rechercher de nouveaux investisseurs pour booster leurs projets doivent être les objectifs fondamentaux des hommes d'affaires qui fouleront le sol indien, a conclu madame Nathalie BITHO.

L'organisation est assurée par le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, celui de l'investissement et de la chambre de commerce et d'industrie du Togo. Les inscriptions se font au centre togolais des expositions et foires CETEF, à la CCIT, au ministère du commerce et en ligne.■

Raul TETOUGNAKI

Programme "Wezou" :

Plus 70000 pris en charge depuis le lancement

On peut tout simplement conclure que la santé maternelle se porte plus ou moins bien au Togo grâce au programme wezou lancé en aout 2021 par le Président de la République. D'importants progrès ont été réalisés grâce à des actions précédentes menées pour préserver la santé maternelle : la mortalité maternelle est passée de 478 (EDST 1998) à 401 (EDST 2014) pour 100 000 naissances vivantes. La mortalité néonatale a quitté 40 (EDST 1998) pour s'établir à 27 (EDST 2014) pour 1 000 naissances vivantes.



Au-delà de ces chiffres fort louables, des défis restaient encore à relever notamment la planification familiale, la situation de vulnérabilité des femmes enceintes en milieu rural ou péri urbain, mais aussi la faible adhésion à la nécessité de suivre les soins néonataux, parfois en raison du manque de moyens financiers.

Pour pallier ce manque, un budget de trois (03) milliards de francs CFA a été mobilisé pour la première année de mise en œuvre du programme "Wezou" qui se décline en deux (02) forfaits intégrant également la subvention de la césarienne qui reste toujours effective.

Sur ce montant à ce jour, l'Etat togolais a déjà investi près d'un milliard de francs CFA, soit environ le tiers du montant total mis à disposition du programme. Ainsi, le dispositif de soutien, lancé en 2021 et qui continue de faire des ménages heureux, couvre désormais 680 formations sanitaires sur le territoire. Les ressources mobilisées ont permis depuis le lancement de cette initiative, d'enrôler plus de 160 000 femmes. Environ 70 000 accouchements ont été pris en charge et plus de 660 000 différentes prestations ont été effectuées.

"Wezou" englobe la prise en charge d'une partie des frais des soins de toutes les femmes enceintes. Car il existe une limite de couverture de 14 265 francs CFA (25,75 dollars américains) pour les accouchements normaux et de 53 900 francs CFA (97,29 dollars américains) pour les césariennes et les accouchements vaginaux assistés. La subvention complète de ces coûts aidera considérablement des milliers de familles togolaises.

Avec le programme "Wezou", Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est engagé à accélérer la réduction des morbidités et des mortalités maternelles et néonatales. Ayant fait de l'inclusion sociale, en particulier celle des femmes, une priorité de son agenda de développement durable.■

La rédaction

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

Commonwealth : Quels intérêts pour le Togo ?

Le Togo est désormais membre du Commonwealth. L'information a été officialisée par l'organisation à l'issue de son 26^e sommet tenu les 24 et 25 juin derniers à Kigali dans la capitale Rwandaise. Une adhésion qui vient parachever un long processus démarré depuis 2014 au cours duquel de nombreuses évaluations ont été menées et des consultations réalisées. Avec cette adhésion, le Togo vient d'étendre ses liens diplomatiques vers divers Etats du monde anglophone et logiquement, beaucoup de retombées sont attendues sur divers plans.

« Je remercie les Etats membres du Commonwealth pour l'acceptation de notre candidature en ce jour. L'adhésion du Togo à cette grande famille est une évolution que nous avons souhaitée dans une perspective de renforcement de la coopération entre Etats et du brassage des peuples ». C'est en ces termes que le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, grand artisan de ce succès, réagissait à l'annonce de l'acceptation de la candidature du Togo. Cette admission est sans



nul doute la résultante de la politique d'ouverture du Chef de l'Etat et du dynamisme de la diplomatie togolaise. En effet, selon les autorités togolaises, cette

intégration du Togo au Commonwealth est motivée par la volonté du Gouvernement d'agrandir son réseau diplomatique, politique, et économique pour renforcer et multiplier ses partenariats stratégiques ainsi que le souhait de se rapprocher du monde anglophone. Et dans l'opinion, beaucoup de commentaires sur le sujet. Et la question la plus pertinente qui se lit sur toutes les lèvres est de savoir ce que gagnerait réellement le Togo en intégrant cette organisation internationale.

Principalement sur ce point, il faut dire qu'avec cette adhésion, le pays de Faure Gnassingbé aura de nouvelles opportunités à saisir dans de nombreux domaines comme l'économie, la géopolitique ou encore l'éducation. D'abord sur le plan stratégique, dans le contexte du Brexit, le Togo pourra reconfigurer ses relations avec la couronne britannique en dehors de l'union européenne et entrer dans sa sphère d'influence et de coopération. Ensuite, sur le plan économique, le Togo bénéficiera d'un vaste marché de plus de 2 milliards de consommateurs pour les exportations de ses produits.

Ce qui devra certainement augmenter les revenus de l'Etat en vue de la réalisation des différents projets sociaux en faveur des populations. Le pays, qui a amorcé depuis quelques années une restructuration profonde de son économie pourra désormais compter davantage sur les investissements du secteur privé des Etats membres du Commonwealth. Le pays va également bénéficier du

Technique (CFTC) de cette organisation intergouvernementale pour la mise en œuvre des projets prioritaires de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Sur le plan socioculturel, l'adhésion du Togo sera l'occasion d'un brassage culturel nouveau pour les Togolais. Aussi, aurait-il un éventail de nouvelles possibilités de voyage, de travail et de formation professionnelle.

Au plan linguistique, les Togolais bénéficieront d'un engouement pour la langue anglaise leur ouvrant les portes d'emplois au sein des organisations internationales. Sur le plan financier, le Togo pourra bénéficier de certains appuis financiers et techniques pour la réalisation de ses projets de développements.

En acceptant la demande d'adhésion du Togo, l'organisation britannique manifeste ainsi sa reconnaissance à l'endroit du Togo qui s'est positivement illustré dans ses efforts en matière de démocratie, des droits de l'homme, de la séparation des pouvoirs, du développement durable qui sont des critères fondamentaux du Commonwealth.

Créé en 1949, le Commonwealth est composé pour la plupart d'anciennes colonies britanniques. Depuis quelques années, il ne cesse de s'ouvrir à tous les pays épris de paix, de libertés et respectueux des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Avec l'adhésion du Togo et du Gabon, il compte désormais 56 pays membres dont 21 pays africains.■

Roger GBESSIA

Editorial:

Libertés politiques et raisons de sécurité

C'est une certitude l'Afrique subsaharienne depuis quelques années fait face à une menace sécuritaire entretenue par des groupes djihadistes disséminés un peu partout quelque part dans le sahel. Aucun pays de cette partie du continent n'est à l'abri de l'extrémisme violent et du terrorisme. Malgré les mesures prises, le Togo a malheureusement fini par faire l'amère expérience des attaques terroristes.

Après avoir repoussé une première attaque en novembre 2021 la terre de nos aïeux a subi dans la nuit du 10 au 11 mai 2022 une seconde attaque d'une extrême violence à Kpinkpakandi dans la

préfecture de Kpendjal. L'attaque venue du Burkina voisin a fait selon les autorités sécuritaires 8 morts dans les rangs des forces de défense et de sécurité et 15 du côté des agresseurs.

A cela il faut ajouter d'autres tentatives infructueuses à nos frontières et même au cœur de la capitale Lomé avec cet acte non encore élucidé de ce Tchadien essayant vainement de dégainer un fusil d'assaut en plein grand marché. Comme on peut le constater, l'urgence sécuritaire n'est plus à démontrer.

Chaque Etat y va de sa stratégie pour préserver les populations du mal, c'est un devoir régalien. Le spectre de la violence plane sur notre cadre de vie. Qu'on soit homme politique ou ardent

défenseur des droits de l'homme et des libertés, il faudra le comprendre et accepter certaines décisions des autorités en charge de la sécurité même si celles-ci sont en porte à faux avec les fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit.

Je lis et j'entends des gens évoquer des prétextes ou alibis pour museler l'adversaire politique, c'est aussi possible et ça fait partie des stratégies en politique loin de nous l'idée d'accorder un blanc-seing à l'autorité. Mais quand la raison invoquée touche à la sécurité dans le contexte décrit plus haut, il est important de savoir raison gardée et d'accorder le bénéfice du doute à l'autorité car face au doute, le bon sens voudrait qu'on s'abstienne.

Fabrice PETCHEZI

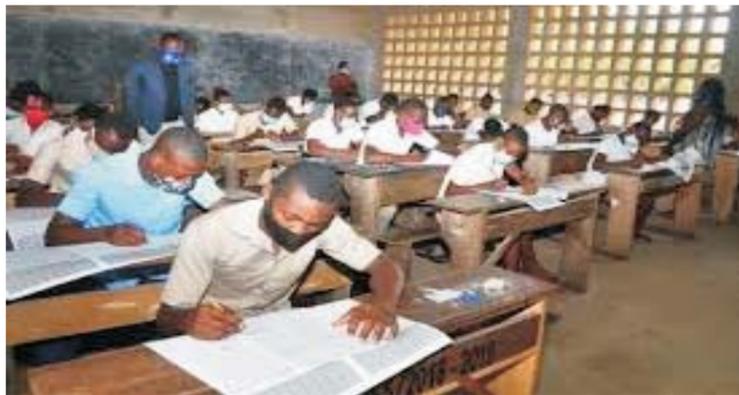
Quel est le rôle d'un Préfet dans un centre d'écrit du BAC2 ?

C'est une pratique bien connue au Togo : chaque année, les ministres en charge de l'enseignement ou l'un des représentants du pouvoir central (le préfet ou le maire) font le déplacement des différents centres d'écrit pour s'assurer du bon déroulement des épreuves écrites lors des différents examens scolaires. Devenue quasiment une tradition républicaine, cette pratique se perpétue au fil du temps. Sauf que cette année, les choses ont mal tourné dans la préfecture des Lacs où le préfet n'a pas été autorisé à accéder aux salles d'examen lors des épreuves écrites du BAC2 au lycée d'Agbodrafo. Il n'en fallait pas plus pour que le ministre de l'enseignement supérieur décide de relever le superviseur du BAC de ses fonctions en attendant une lettre d'explications « circonstanciées » qu'il devra adresser au ministre dans un délai de 72 heures. Une sanction assez lourde au vu de la faute commise et qui relance la question sur l'intérêt réel de la présence d'un préfet dans un centre d'écrit lors du démarrage des épreuves du BAC2.

La semaine dernière, les candidats du Baccalauréat 2^e partie (BAC2) étaient descendus dans l'arène pour chercher leur billet qui leur ouvrirait les portes des études universitaires l'année prochaine. Ils étaient au nombre de 74.305 candidats à prendre d'assaut les différents centres d'écrit sur l'ensemble du territoire national pour tenter de décrocher le précieux sésame. Et comme d'habitude, les autorités en charge de l'éducation se sont déplacées dans certains centres d'écrit pour s'assurer de l'effectivité des écrits.

Dans la préfecture des Lacs, c'est le préfet de ladite localité M. Norbert Datévi Tètèh Bénissan qui s'est déplacé au centre d'écrit du lycée d'Agbodrafo pour aller constater le bon déroulement des épreuves. Mais arrivé sur les lieux, son accès aux salles d'examen a été refusé par le superviseur du BAC, Yawogan MENSAH.

Pour quelle raison, difficile de le dire avec exactitude. Une attitude vigoureuse et condamnée et sanctionnée par le ministre de



l'enseignement territorial, supérieur qui exige en plus de la sanction, une lettre d'explications « circonstanciées » à déposer dans un délai de 72 heures.

« Il est porté à notre connaissance votre refus d'accès aux salles d'examen du centre d'écrit du lycée d'Agbodrafo au préfet des Lacs, représentant local du ministère de l'administration

territoriale, coordinateur du baccalauréat dans les territoires...

En attendant que vous nous adressiez, sous soixante-douze (72 heures), une lettre d'explications circonstanciées sur vos comportements préjudiciables au représentant du pouvoir central au niveau déconcentré, nous vous signifions que vous êtes

relevé de vos fonctions de superviseur du baccalauréat en cours, dès réception de la présente lettre... » a notifié le ministre Ihou WATEBA au superviseur M. Yawogan MENSAH. Face à une telle situation, il paraît opportun de lancer le débat sur l'intérêt réel de cette pratique qui consiste pour un ministre ou un représentant du pouvoir central de se déplacer dans un centre d'écrit lors d'un examen. Qu'est-ce que cette pratique apporte de plus aux candidats ou aux surveillants de salle ? La présence du préfet dans un centre d'écrit lors du déroulement des

épreuves du BAC2 était-elle vraiment opportune ? A-t-il été désigné pour représenter le ministre ? Si non, cette pratique relève-t-elle de ses prérogatives ? Autant de questions qui doivent amener les autorités en charge de l'éducation à prendre des dispositions idoines pour les prochaines années.

La seconde question qui mérite d'être posée est de savoir si la sanction prise à l'encontre du superviseur n'est-elle pas trop lourde au vu de ce qui lui est reproché. Sans prendre le parti du superviseur, nous trouvons assez exagérée la décision de relever un agent de ses fonctions juste parce qu'il a refusé l'accès à la salle d'examen à un préfet. Mais sans vouloir donner des leçons à qui que ce soit, nous pensons humblement que le dernier mot revient aux supérieurs hiérarchiques du ministre. ■

Roger GBESSIA

Gospel : "Ne lolo" de Dr Didier officiellement lancé

La famille gospel togolaise s'agrandit. Elle a accueilli en effet un nouveau bébé le samedi 25 juin 2022. Il s'agit du premier album de Dr Didier baptisé "Ne lolo", "Tu es grand".

C'est un album 100% gospel de 10 titres chantés dans divers registres que Dr Didier a présenté au public. Les messages sont essentiellement focalisés sur la célébration de la grandeur de Dieu, sa toute puissance, son amour et sa fidélité et aussi des messages d'espoir.

Reconnaissant la grandeur de Dieu dans sa vie, Dr Didier a souhaité



que l'album qui est une sorte de thérapie pour lui touche positivement toutes les personnes

est également pasteur et journaliste.

E.K.

Cérémonie de la prise de la pierre sacrée : **La polémique continue**

Le peuple Guin s'apprête à célébrer dans quelques mois la 359^e édition de la cérémonie de « Epé Ekpé ». Les restrictions liées au covid19 étant levées, les festivités s'annoncent grandioses pour les natifs de la préfecture des Lacs. Mais avant, les prêtres vodous et les personnalités influentes de la localité devront beaucoup travailler pour régler quelques contentieux d'abord afin de pouvoir célébrer cette fête dans la sérénité.



Connue comme étant l'une des fêtes traditionnelles qui mobilisent les plus grandes foules dans le pays, la cérémonie de la prise de la pierre sacrée traverse depuis quelques années une zone de turbulence.

Malgré les appels au calme lancés en direction des différents acteurs de la crise, les incompréhensions continuent de polluer l'atmosphère entre les différents prêtres influents de la forêt sacrée d'Avé Gbatso, perpétuant donc la période d'instabilité.

En effet, le problème qui se pose entre les prêtres des 41 divinités Gè est assez

profond et il serait assez prétentieux de vouloir tout expliquer en une page d'écrit. Néanmoins, ce qu'il faut retenir c'est que les prêtres vodous qui ont la charge de conduire les cérémonies de la prise de la pierre sacrée sont très divisés aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été. Et visiblement, chaque camp estime qu'il a raison.

A l'heure actuelle, les deux camps qui s'affrontent sont celui du camp de Nii Mantchè contre le roi Guin Fioga Sédégbé Foli-Bébé XV qui a pris des sanctions contre le prêtre vodou Nii Mantchè pour des agissements contraires aux

principes établis dans les cérémonies de la prise de la pierre à la forêt sacrée d'Avé Gbatso. Une sanction que les soutiens de Nii Mantchè condamnent et demandent que leur mentor soit le seul prêtre devant conduire les cérémonies.

Pour apporter leur contribution à une sortie de crise, les prêtres vodous regroupés en collectif des Hounons Gè Yéhoué en pays Gè à Glidji sont montés au créneau lundi dernier pour apporter leur soutien au prêtre Nii Mantchè. Se prononçant sur la polémique qui entoure la cérémonie de la prise de la

pierre sacrée à Avé Gbatso Glidji Kpodji, le collectif condamne la sanction infligée au vénéré prêtre vodou de la divinité Kolè, Ayayi Aminou, alias « Nii Mantchè », le garant de la cérémonie de la pierre sacrée. Le collectif estime que le conflit qui entoure la cérémonie est monté de toute pièce par le roi Guin Fioga Sédégbé Foli-Bébé XV et son cabinet qui avait pris la sanction contre Nii Mantchè.

Pour ce groupe de prêtres vodous, seul Nii Mantchè mérite de diriger les cérémonies de la prise de la pierre sacrée. « Nous appelons tous les prêtres

hounons Gè Yéhoué à l'union autour du grand prêtre NiiMantchè pour la 359^e édition de la prise de la pierre sacrée car la vraie pierre capable de sortir les togolais de la misère ne peut être prise sans lui » soutiennent-ils...

Comme on peut le constater, la crise est profonde et la sérénité n'est visiblement pas pour demain si chaque camp reste campé sur sa position. Malgré l'intervention du ministre de l'administration territoriale et l'implication des chefs traditionnels pour aider les différents protagonistes à enterrer leur hache de guerre, les lignes ne semblent pas bouger...du moins pour l'instant.■

Health Plus (HP+) : **Après sept ans de mise en œuvre, un bilan globalement satisfaisant**

Un atelier de partage d'expériences et de résultats sur la mise en œuvre du programme Health Plus (HP+) s'est tenu à Lomé la semaine dernière. Ouverte par la Directrice de cabinet du ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, Mme AKAKPO Eugénie, en présence des partenaires techniques et en développement du Togo, cette rencontre a réuni les acteurs clés de mise en œuvre sur le plan national tel le ministère, le CNLS et des acteurs venus de la sous-région.

Elle marque la fin de ce programme financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et le Plan d'urgence du Président des Etats-Unis pour la lutte contre le Sida (PEPFAR), mis en œuvre par Palladium pendant sept (07) ans.

Il a été question pour les différents acteurs de cette chaîne de valeurs de partager les leçons apprises dans les domaines de la Planification Familiale, du VIH et de la Covid-19.

A l'heure du bilan, il ressort que l'intervention de HP+

au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Niger, en Mauritanie, en Gambie et au Togo a été axée sur des stratégies créatrices qui ont permis une meilleure compréhension des facteurs politiques, sociaux et économiques qui influencent la santé.

Pour la Directrice de cabinet du ministre en charge de ce secteur au Togo, des partenariats durables avec le secteur public, la société civile et le secteur privé pour créer un cercle vertueux de mobilisation de ressources ont été noués grâce à ce

programme.

A côté, des informations plus transparentes, utilisables et accessibles pour les politiques et les acteurs clés, une documentation plus rigoureuse des expériences à travers le suivi, l'évaluation et l'apprentissage ont été mises à jour.

"HP+ a effectivement contribué à améliorer l'environnement favorable aux services et produits de santé à travers le développement et l'application de politiques, et particulièrement de programmes de santé



fondés sur les droits humains.", a-t-elle déclaré. Démarré le 28 août 2015, le programme HP+ avait pour mission de faire progresser les priorités en matière de politiques de planification familiale et santé de la reproduction (SR/PF), de VIH et de santé maternelle, néonatale et infantile. Financé à hauteur de 222 millions de dollars US, ce programme a par ailleurs permis une grande amélioration du climat favorable aux services de santé équitables et

durables, avec un accent particulier mis sur des programmes de santé volontaires fondés sur les droits, le renforcement des partenaires nationaux à s'engager dans la conception, la mise en œuvre et le financement efficace de politiques alignées sur leurs priorités. En terme de perspectives, bon nombre d'acteurs impliqués estiment qu'une autre forme de ce programme doit être mis en œuvre au regard des défis qui restent à surmonter.■

Démocrate

Booster le tourisme et créer 10 mille emplois au Togo : Le défi de Pierre LAMADOKOU

L'un des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire liée à la COVID19 reste sans doute le secteur touristique. Celui du Togo n'a pas échappé et paye le lourd tribut des mesures drastiques prises dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

En 2019 par exemple, le Togo a enregistré 946 376 arrivées de touristes. Pour des raisons liées à la pandémie, ce chiffre est descendu à 481 706 en 2020. En termes de recettes, le Togo a obtenu 19 milliards de francs CFA en 2020 contre 53 milliards en 2019. En lançant le Plan national de développement (PND 2018-2022), le pays entendait faire passer à deux chiffres la contribution du tourisme au Produit intérieur brut (PIB).

L'éclosion du secteur touristique demeure une préoccupation constante des autorités. Cela se

traduit par des actions entreprises notamment l'adoption de la politique nationale du tourisme en 2011; la mise à niveau des établissements d'hébergement et de tourisme; l'aménagement du site de la cascade de Womé et du site des hauts fourneaux de Nangbani; la validation des études de faisabilité du site écotouristique d'Akébou et du site historique de Kamina...

Le Togo nourrit l'ambition de créer une dizaine de milliers d'emplois au cours des prochaines années, avec une consolidation du tourisme intérieur

impliquant une démocratisation du secteur pour le mettre à la portée d'un plus grand nombre de personnes. A cet effet, les citoyens et tous ceux qui résident au Togo sont exhortés à saisir les occasions pour voyager et découvrir le Togo dans toute sa dimension naturelle et culturelle.

Il faut rappeler que toujours dans le cadre de la relance du secteur touristique, il a été initié un recensement des établissements hôteliers sur l'ensemble du territoire national après une première phase organisée au second



semestre de 2021 dans la région maritime et celle des Plateaux, le recensement des établissements touristiques lancé par le ministère de la Culture et du Tourisme, a connu sa seconde phase au premier trimestre de 2022 pour les régions Centrale, Kara et Savanes. Il s'est agi au cours de cette opération de mettre à jour des statistiques nationales et disposer d'une base de données

fiable recensant restaurants, auberges, motels, hôtels, maisons d'hôtes, agences de voyage ou encore écoles de formation touristique. Le tourisme génère de la richesse au même titre que les autres secteurs, il a son mot à dire pour la stabilisation de l'économie nationale parce qu'il contribue à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à la protection de l'environnement.■

PF

**Tous mes services
au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !**

TMoney



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom

Journée mondiale de sensibilisation sur les maltraitements faites aux personnes âgées : Table ronde, causeries débats et jeux de l'Anavie pour marquer l'événement

Le monde entier célèbre ce mercredi la journée mondiale de sensibilisation sur les maltraitements faites aux personnes âgées. Cette journée commémorative qui ne passe pas inaperçue au Togo depuis quelques années sera une fois observée par l'Association Nos années de vie (Anavie) à travers une table ronde, causeries débats et des jeux.

Pour le Directeur Exécutif de l'Anavie, Koffi Emmanuel Alfa-Tchegbassi, il s'agit à travers cette sensibilisation de construire une synergie d'action des acteurs dans la lutte efficace du phénomène de la maltraitance des personnes âgées.



l'issue de cette table ronde afin de mener une plaidoirie auprès du gouvernement en vue d'aider à une lutte efficace contre ce phénomène dans notre pays.

L'association veut ainsi " faire prendre conscience du danger du phénomène de la maltraitance des personnes âgées dans nos communautés et amener les acteurs travaillant sur la thématique des personnes âgées à dégager une synergie d'action pour lutter efficacement contre la maltraitance des personnes âgées au Togo.", a-t-il confié. Autour d'une table ronde, l'Anavie va donc réunir une

vingtaine d'acteurs de la chaîne de valeurs afin de passer en revue les différentes formes de maltraitements souvent rencontrés au Togo, identifier les zones les plus à risque et de préconiser une solution adéquate. Causeries débats et autres jeux seront également au coeur de cette journée. Plusieurs propositions concrètes sont attendues à

La Journée mondiale de sensibilisation sur les maltraitements faites aux Personnes Agées est une journée officielle désignée par les Nations Unies qui reconnaissent l'importance de la maltraitance des aînés comme une question de santé publique et de droits de la personne. Au Togo, depuis quelques années des organisations marquent ce jour afin d'accroître la visibilité de ce problème, de

partager des informations sur la maltraitance et la négligence, de promouvoir les ressources et services qui peuvent améliorer la sécurité et le bien-être des personnes âgées. Les organisations et réseaux qui travaillent sur la prévention de la maltraitance des aînés organisent de nombreuses activités pour la Journée dans le but de mobiliser toute la communauté et engager la conversation pour promouvoir le respect et la dignité des personnes âgées.

Le phénomène existe bel et bien aussi au Togo et prend de plus en plus d'ampleur, il suffit pour s'en convaincre d'analyser les différents rapports et témoignages recueillis par les organisations au cours de leurs activités sur le terrain auprès des populations. La plupart du temps ces maltraitements prennent la

forme des agressions et violences physiques, les insultes et dénigrement, le rejet, la marginalisation par la communauté et les menaces sous toutes ses formes. Dans les campagnes du Togo, la vindicte populaire, l'abandon, le rejet et les Insultes constituent les formes de maltraitements les plus rencontrées.

L'Association Nos Années de Vie (ANAVIE) est une organisation à but non lucratif de promotion et de défense des droits et préoccupations des personnes âgées en Afrique. Première organisation de défense des droits des personnes âgées en Afrique francophone, l'Anavie veut donner un minimum vital et une dignité aux personnes âgées en situation de vulnérabilité et laissées pour compte. ■

Démocrate

SAFER
Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier

La SAFER

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), un fonds d'investissement public de droit togolais, est une entité à caractère public, créée par décret n° 2012-01-017 du 25 mars 2012. La SAFER est un acteur clé dans le développement durable de l'infrastructure routière togolaise. Elle dispose de plusieurs infrastructures d'entretien, de services de surveillance, qui est l'organe central de coordination des interventions et des charges de maintenance des infrastructures routières. Elle assure également la gestion des infrastructures routières et des services de maintenance des infrastructures routières. La SAFER est financée par le budget de la société et

responsable de sa gestion devant le conseil d'administration.

Elle se fait reconnaître sur toute l'étendue du territoire togolais par ses services de maintenance des infrastructures routières. Elle dispose de plusieurs infrastructures d'entretien, de services de surveillance, qui est l'organe central de coordination des interventions et des charges de maintenance des infrastructures routières. Elle assure également la gestion des infrastructures routières et des services de maintenance des infrastructures routières.

SAFER est également un client de la Société Générale, qui lui offre ses services en termes de produits bancaires, financiers et d'assurance, ainsi que ses services de banque personnelle et de banque d'affaires. La SAFER est membre de l'Association des Banques Africaines (ABA) et de l'Association des Banques Africaines de Développement (ABAD). La SAFER est également membre de l'Association des Banques Africaines de Développement (ABAD), un établissement sous-établi de la même organisation.

- ENTRETIEN ROUTIER
- GESTION DES POSTES DE PEAGES
- APPUI A CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

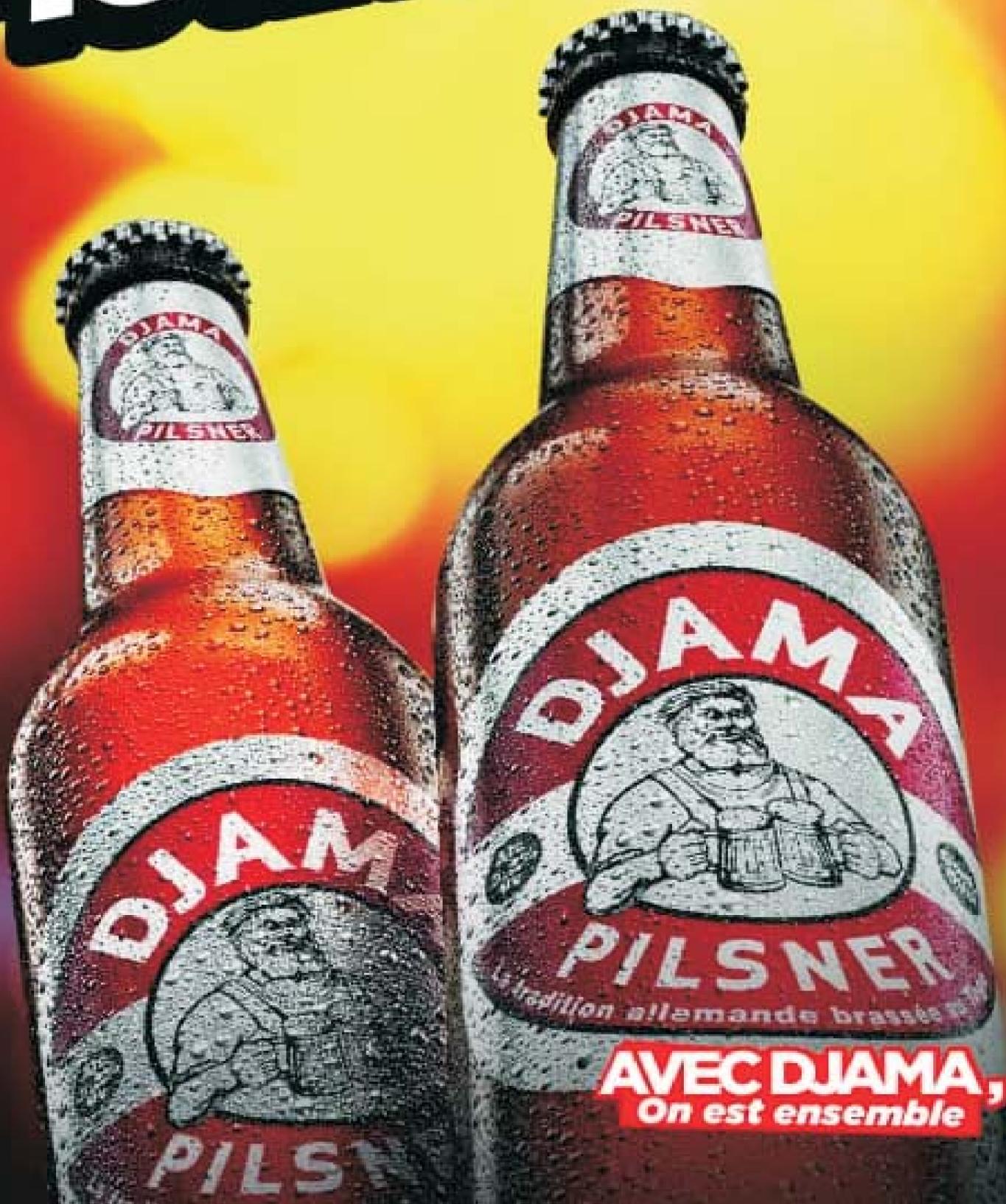
Route nationale n°1 (Agoè Cacavé) Lomé-Togo BP8646 Tél: +228 22 51 88 55

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES

Eau Malt Houblon

sans sucres ajoutés

50cl
500^{fcfa}



AVEC DIAMA,
On est ensemble



Le malt d'orge est dérivé de céréales et contient naturellement des protéines.